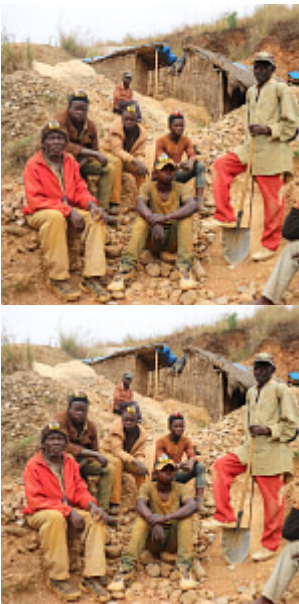


Alors que la COVID-19 secoue la planète et affecte la santé et la vie de millions de personnes, la pandémie a des effets économiques ravageurs sur les exploitantes et exploitants de mines artisanales et à petite échelle et sur leurs communautés.

Dans le secteur minier, 83 % de la main-d'œuvre mondiale tire sa subsistance de ces mines. Cela représente environ 40,5 millions de personnes. Ces personnes étaient vulnérables avant la pandémie de COVID-19 et le sont encore plus à l'heure actuelle. Nous soussignés, représentant des organisations de la société civile et associations communautaires de plusieurs coins du monde, promovons l'avancement des droits de la personne, l'exercice de la diligence raisonnable dans des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais dans des zones touchées par les conflits et à haut risque, et la formalisation de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle. Nous exhortons les gouvernements, les institutions financières, les organisations internationales, les acteurs du secteur privé et d'autres parties concernées à agir immédiatement et de manière concertée pour soutenir les communautés minières artisanales et renforcer leur résilience en cette période de pandémie de COVID-19. Il est également essentiel que nous protégeons ce qui a été durement acquis en matière de diligence raisonnable et des droits de la personne dans les chaînes d'approvisionnement en minerais, conformément aux lignes directrices de l'OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais. À une époque de risques accrus dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de minerais, la mise en œuvre de la diligence raisonnable et le soutien aux initiatives sur le terrain et alignées sur l'OCDE sont plus importants que jamais. L'appel complet du groupe de la société civile de l'OCDE est à télécharger ci-dessous.





Documents joints

[civil_society_call_to_action_may_12_en.pdf](#)

[sociedad_civil_llamado_a_la_accion_12_mayo_final.pdf](#)

[societe_civile_appel_a_l_action_12_mai_fr_final.pdf](#)